Les électorats de Marine Le Pen ou les contraintes du succès

Luc Rouban

▶ **To cite this version:**

Luc Rouban. Les électorats de Marine Le Pen ou les contraintes du succès. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2013, pp.7. hal-01064749

HAL Id: hal-01064749

https://sciencespo.hal.science/hal-01064749

Submitted on 17 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Elections municipales 2014

Les enjeux

Les électorats de Marine Le Pen ou les contraintes du succès

N°2
Novembre 2013

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS

www.cevipof.com

SciencesPo. PARIS | CEVIPOF CNRS — Centre de recherches politiques

N°2
Novembre 2013

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS

Les électorats de Marine Le Pen ou les contraintes du succès

L'électorat du Front national (FN) n'est pas homogène. Il est tentant de l'opposer globalement à celui de Nicolas Sarkozy[1] mais on se prive alors des moyens de déceler les potentialités réelles d'un rapprochement entre eux ou de mesurer la capacité d'évolution électorale du FN.
Pour comprendre ce qui s'est joué lors de la présidentielle de 2012, qui voit l'électorat frontiste se renforcer en cassant la dynamique créée par Nicolas Sarkozy en 2007, il faut identifier les trajectoires précises empruntées par les électeurs entre les deux élections. Pour ce faire, nous nous appuierons donc sur les données non pondérées de la vague 12 de l'enquête Présidoscopie de 2012.

Parmi les électeurs qui votent en faveur de Marine Le Pen en 2012, on peut distinguer cinq trajectoires : ceux qui, en 2007, ont voté Jean-Marie Le Pen (38%), ceux qui ont voté Nicolas Sarkozy (21%), ceux qui ont voté pour l'un des candidats de l'extrême-gauche ou de la gauche (13,5%), ceux qui ont choisi le vote blanc ou nul ou bien encore l'abstention (BNA, soit 13%), et enfin ceux qui ont voté en faveur de François Bayrou (4,5%)[2]. Cela veut dire que l'électorat nucléaire du FN (en ne remontant qu'à 2007) a compté pour moins de la moitié des voix engrangées par Marine Le Pen en 2012.

Une sociologie différente

Les analystes ont remarqué une évolution générale de l'électorat du FN entre ce qu'il était du temps de Jean-Marie Le Pen et ce qu'il est devenu avec sa fille. Cet électorat s'est rajeuni, féminisé et déchristianisé[3]. Il s'est diffusé au-delà du monde ouvrier ou du petit commerce pour concerner de nouveaux secteurs d'activité, y compris les plus réfractaires au vote FN, comme la fonction publique[4].

Les électeurs ayant choisi le vote blanc, nul ou l'abstention ou bien ayant voté pour un candidat de gauche au premier tour de la présidentielle de 2007 puis pour Marine Le Pen

[1] CAUTRÈS (Bruno) et STRUDEL (Sylvie), « Les flux à l'intérieur de la droite : la perte de capacité centripète de Nicolas Sarkozy » Pascal Perrineau (dir.), *La décision électorale en 2012*, Paris, Armand Colin, Recherches, 2013, pp. 109-128.

[2] Il reste environ 10% de cas divers représentés par les votes en faveur des autres candidats de la droite parlementaire en 2007, trop peu nombreux pour qu'on puisse les analyser ici, et par les valeurs manquantes (refus de répondre et personnes n'ayant pas eu l'âge de voter en 2007). Les trajectoires du vote FN en 2012 réunissent des sous-échantillons aux effectifs faibles mais suffisants pour des calculs simples : 254 personnes avaient voté pour le FN en 2007, 138 pour Nicolas Sarkozy, 90 pour la gauche ou l'extrême-gauche, 87 ont voté blanc, nul ou se sont abstenues (BNA), 30 avaient voté pour François Bayrou, sous-échantillon à manier avec précaution. Par ailleurs, des trajectoires particulières existent, comme celle des personnes ayant voté FN en 2007 puis Nicolas Sarkozy en 2012 (64 personnes). Enfin, les trajectoires principales réunissent évidemment des sous-échantillons plus importants : en 2007 comme en 2012, 102 personnes ont choisi le BNA, 222 François Bayrou, 724 Nicolas Sarkozy et 1197 l'un des candidats de la gauche ou de l'extrême-gauche.

[3] PERRINEAU (Pascal), « L'électorat de Marine Le Pen : ni tout à fait le même ni tout à fait un autre », Pascal Perrineau (dir.), *Le vote normal, Les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2013, pp. 227-247.

[4] ROUBAN (Luc), « Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'État », *Revue française d'administration publique*, « Les téléservices publics », n° 146, 2013/2, pp. 465-479.
http://dx.doi.org/10.3917/rfap.146.0465

en 2012 sont avant tout des femmes, employées, faiblement diplômées, jeunes (un tiers a moins de 35 ans) et disposant d'un patrimoine très faible. Mais ces deux groupes se distinguent sur un point essentiel, la religion. Alors que les personnes de tradition ou de culture chrétienne ne comptent que pour 41% dans le premier groupe, 48% se déclarant « sans religion », elles en constituent 72% dans le second. Étant donné la forte portée politique de l'ancrage religieux, il est donc difficile d'associer ces deux sous-groupes dans un espace commun.

L'électorat ayant voté pour Nicolas Sarkozy en 2007 puis pour la candidate du FN en 2012 est beaucoup plus masculin, chrétien à 78%, sensiblement plus âgé puisque la proportion des 60 ans et plus atteint les 30%, et comprend donc davantage de retraités. Son patrimoine moyen est plus important et l'on y trouve davantage de représentants des professions intermédiaires et de cadres.

Le groupe de ceux qui ont voté d'abord François Bayrou en 2007 puis Marine Le Pen en 2012 lui ressemble assez. On le mentionne ici sous réserve de la taille réduite du sous-échantillon (30 personnes). Ce groupe est encore plus masculin, de tradition chrétienne à 77%, et l'on y trouve une proportion relativement importante de cadres ou de membres des professions intermédiaires. C'est aussi le groupe le plus diplômé et le plus doté en patrimoine.

Il reste enfin l'électorat fidèle composé de ceux qui ont voté FN en 2007 comme en 2012. C'est le groupe le plus masculin, où l'on trouve le plus d'ouvriers et de chômeurs et la population la moins diplômée. La tradition chrétienne y est encore majoritaire (63%) mais en retrait. La proportion de personnes âgées de 60 ans et plus ou retraitées en représente environ le quart mais la grande majorité de ce groupe est composée de quadragénaires ou de quinquagénaires.

Ces diverses caractéristiques sont présentées dans le tableau 1 en les comparant à celles de l'électorat fidèle à Nicolas Sarkozy de 2007 à 2012. Comme on peut le voir, ce dernier est très différent puisqu'il est composé d'une forte proportion relative de cadres, et donc de diplômés, ainsi que de retraités, de personnes ayant un patrimoine et d'une proportion très réduite d'ouvriers. Le groupe des électeurs fidèles au candidat de l'UMP se distingue donc, du moins sur le plan socioéconomique, de celui des transfuges qui l'abandonnent en 2012.

Tableau 1 – Les profil socio-économique des électorats du FN en 2012 par trajectoire électorale de 2007 à 2012 (%)

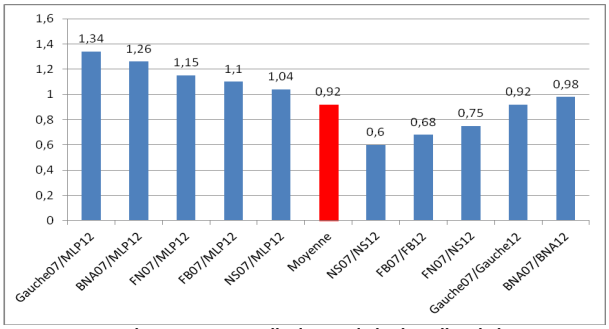
	Gauche - FN	BNA - FN	FN - FN	Bayrou - FN	Sarkozy - FN	Sarkozy - Sarkozy	Moyenne échantillon
Femmes	62	66	41	43	51	54	53
Moins de 35 ans	29	29	19	17	25	10	28
35-60 ans	53	59	59	53	46	37	45
60 ans et plus	18	14	23	30	30	51	27
Faible patrimoine	42	36	34	20	33	15	30
Sous le Bac	43	45	50	27	43	38	30
Tradition chrétienne	72	49	63	77	78	78	59
Sans religion	27	48	36	23	21	20	38
Cadres	8	12	9	23	15	31	21
Prof. inter.	13	16	15	27	19	22	22
Employés	43	39	35	27	31	26	26
Ouvriers	20	16	24	17	21	7	13
Petits indépendants	6	5	6	0	8	8	6
Chômeurs	4	9	9	0	6	3	6
Retraités	19	15	26	30	31	49	28

Note : la tradition chrétienne regroupe toutes les obédiences quelle que soit la pratique ; le patrimoine faible est le fait de se situer en bas de l'indice de patrimoine construit sur la base de trois critères : le fait d'être propriétaire de sa résidence principale, d'une résidence secondaire et de valeurs mobilières.

L'électorat FN se distingue de tous les autres électorats par sa précarité économique. Pour mesurer cette situation, on a créé un indice de précarité reposant sur le fait d'être confronté à un fort risque de chômage, de « s'en sortir difficilement ou très difficilement avec les revenus du ménage », de travailler en CDD ou sur des contrats aidés ou bien encore de travailler à temps partiel. On dispose donc d'un indice allant de 0 à 4 dont la moyenne pour l'ensemble des électeurs se situe à 0,92.

Le tableau 2 présente la situation respective de chacun des itinéraires électoraux conduisant au vote FN en 2012 et celle de chacun des électorats fidèles de la gauche, de François Bayrou, de Nicolas Sarkozy ou du choix BNA. Comme on peut le voir, l'itinéraire Gauche en 2007 – Marine Le Pen en 2012 caractérise l'électorat le plus précaire alors que les transfuges qui ont quitté Nicolas Sarkozy en 2012 au profit de la candidate du FN sont moins touchés par la précarité. Néanmoins, le degré de précarité de tout l'électorat FN, quel que soit son itinéraire, est bien plus marqué que celui de l'électorat de gauche (0,92 soit la moyenne) et même que celui de ceux qui se sont réfugiés dans le refus de vote (BNA) en 2007 comme en 2012. De toute évidence, Marine Le Pen est la candidate des électeurs en situation de précarité même si cette situation est loin d'être homogène.

Tableau 2 – Indice de précarité de chaque électorat en 2012



Note : la moyenne est celle de tout de l'échantillon de l'enquête.

Des valeurs divergentes

L'examen des valeurs économiques et sociales montre par ailleurs deux choses. La première tient à ce que le noyau dur de l'électorat fidèle au FN est plus libéral sur le plan économique que les électorats provenant de la gauche ou du choix BNA. La composante la plus libérale sur le terrain de la redistribution fiscale c'est-à-dire la moins d'accord avec : « Pour la justice sociale, il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres » est celle qui a voté en 2007 pour Nicolas Sarkozy. De la même manière, le noyau dur de l'électorat FN fidèle de 2007 à 2012 se distingue par son rejet de l'immigration et sa critique de la transformation subie par la société française (« On ne se sent plus chez soi comme avant ») bien au-delà des attitudes partagées par les autres composantes du vote en faveur de Marine Le Pen.

Enfin, qu'il s'agisse de valeurs économiques ou sociales, la différence entre les diverses composantes du vote FN et le vote de l'électorat fidèle à Nicolas Sarkozy est flagrant, ce qui semble réduire à néant tous les espoirs de récupération par l'UMP de l'électorat frontiste, du moins si l'on s'en tient à ces deux terrains.

Tableau 3 – Quelques représentations sociales en 2012 (%)

	Gauche - FN	BNA - FN	FN - FN	Bayrou - FN	Sarkozy - FN	Sarkozy - Sarkozy	Moyenne échantillon
Pour la justice sociale il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres	36	32	29	30	22	9	27
Il y a trop d'immigrés	58	62	77	70	65	37	29
On ne se sent plus chez soi comme avant	49	61	70	57	56	30	26

Note : pour les questions des trois lignes, on n'a retenu que la modalité « tout à fait d'accord » qui est la plus significative.

Les enjeux pour la France ne sont pas eux-mêmes distribués de manière homogène. Seuls les électeurs du noyau dur FN qui ont voté pour son candidat en 2007 et 2012 placent nettement en tête la question de l'immigration (63%) suivie, loin derrière, par le pouvoir d'achat (40%). Si les abstentionnistes de 2007 qui votent FN en 2012 citent encore en tête l'immigration, c'est avec moins de conviction (48%) et citent en second, et très près, le chômage (42%). En revanche, ceux qui viennent de la gauche citent d'abord le pouvoir d'achat (52%) puis l'immigration (46%). Ceux qui avaient voté François Bayrou en 2007 mettent au-dessus de tout la crise économique (61%) puis l'immigration (50%). Et ceux qui avaient voté Nicolas Sarkozy citent en premier l'immigration (57%) mais tout de suite après le pouvoir d'achat (51%). L'électorat fidèle de Nicolas Sarkozy place en premier la crise économique (64%) suivie par les déficits (49%). Si l'immigration reste le fil rouge du vote FN, elle est clairement rapportée à la situation économique, ce que l'on peut interpréter soit comme de la xénophobie soit comme la réaction de pauvres et de précaires confrontés au dumping social lié à la mondialisation. À ce titre, on remarque que la question de l'insécurité passe toujours après la question de la crise économique quelle que soit la trajectoire qui mène au vote FN.

Sur le seul terrain des représentations économiques, les variations ne manquent pas non plus entre les diverses trajectoires menant au vote FN en 2012. De plus, comme on peut le constater sur le tableau 4, l'électorat nucléaire du FN est à la fois plus libéral, plus favorable au capitalisme et plus protectionniste (et donc plus hostile à l'Union européenne et à la mondialisation) et plus favorable au contrôle de l'État sur les entreprises que la moyenne des Français. On retrouve ici les arguments venant défendre un libéralisme national de type mercantiliste, bien que ce policy mix ne soit pas du goût de tous les électorats FN.

Tableau 4 – Les représentations économiques des électorats FN - Ce qui paraît positif (%) - Evolution de 2007 à 2012

	Gauche - FN	BNA - FN	FN - FN	Bayrou - FN	Sarkozy - FN	Sarkozy - Sarkozy	Moyenne échantillon
États-Unis	44	38	54	55	61	73	57
UE	31	25	27	35	44	80	62
Mondialisation	13	18	16	17	24	47	32
Capitalisme	13	19	33	24	33	62	28
Libéralisme	35	33	45	31	56	69	46
Profit	28	29	36	28	38	60	40
Marché	46	35	49	45	47	77	52
Privatisations	28	22	32	28	41	58	33
Socialisme	49	25	19	21	15	10	56
Protectionnisme	65	62	63	72	61	48	50
L'État doit contrôler les entreprises	71	60	57	60	59	37	41
Indice de libéralisme	1,25	1,08	1,5	1,26	1,75	2,45	1,21

Note : l'appréciation positive de chaque item réunit les représentations « assez positives » et « très positives ». La question sur le rôle de l'État est dichotomique. L'indice de libéralisme présente la moyenne obtenue par chaque électorat reposant sur un indice composé de quatre variables (représentation du libéralisme, du profit, du marché et des privatisations).

Un électorat instable

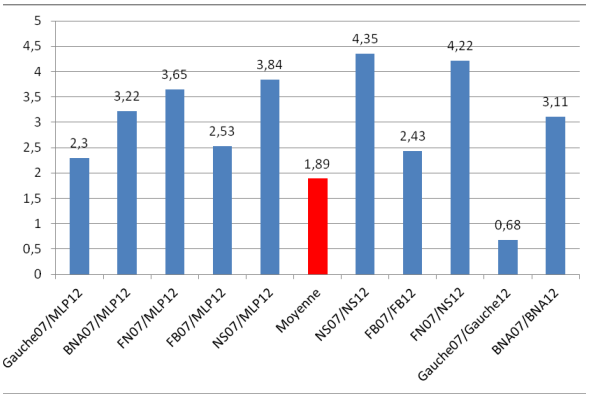
L'analyse des votes au second tour de l'élection présidentielle de 2012 montre que l'électorat de Marine Le Pen est instable car, s'il semble rejeter dos à dos François Hollande et Nicolas Sarkozy quant à leur capacité d'action limitée sur la situation économique ou sociale, il vote assez souvent pour l'un des deux protagonistes au second tour et ne se réfugie pas systématiquement dans l'abstention ou le vote blanc et nul.

L'indifférenciation de François Hollande et de Nicolas Sarkozy semble marquer l'électorat FN sur la base du rejet de l' « UMPS » dénoncé par les dirigeants du parti. Cependant, là encore, les diverses composantes de cet électorat ne réagissent pas de la même façon à une batterie de questions portant sur la capacité qu'aura François Hollande de se démarquer de Nicolas Sarkozy.

On a donc créé un indice de scepticisme mesurant le nombre de fois où les électeurs pensent que François Hollande ne pourra pas se différencier de son prédécesseur, ces questions portant à la fois sur la situation économique et sociale[5]. Cet indice va de 0 à 6 et sa moyenne pour l'ensemble de l'échantillon est de 1,89.

Comme le montre le tableau 5, on enregistre ici encore des résultats contrastés entre les divers électorats de Marine Le Pen. Mais ce scepticisme ne suit pas de manière linéaire le degré de précarité, on pourrait presque dire qu'il varie en fonction inverse. Selon l'électorat, ce scepticisme est nourri par le rejet politique (c'est évidemment le cas de l'électorat fidèle de Nicolas Sarkozy) ou par le fatalisme (c'est sans doute le cas des BNA). On remarque que l'électorat FN venu soit de la gauche soit du centrisme (vote pour François Bayrou en 2007) pense plus souvent que les autres que François Hollande pourra innover sur le terrain socioéconomique. Les plus sceptiques sont ceux qui ont abandonné Nicolas Sarkozy en 2012. Cela veut dire que le rejet de la gauche est loin d'être uniforme au sein de l'électorat FN.

Tableau 5 – Le degré de scepticisme sur la capacité de changement socioéconomique de François Hollande par trajectoire électorale (indice)



Note : la moyenne est celle de tout l'échantillon de l'enquête.

Cette diversité d'attitudes à l'égard de la gauche se confirme lorsqu'on étudie le second tour de la présidentielle. Au total, selon l'enquête Présidoscopie, les électeurs de Marine Le Pen ont choisi Nicolas Sarkozy en priorité au second tour (57%) suivi par François Hollande pour lequel ils se prononcent tout de même à hauteur de 22%, ce qui confirme l'existence d'un « gaucho-lepénisme »[6], puis par l'abstention et le vote blanc et nul (21%).

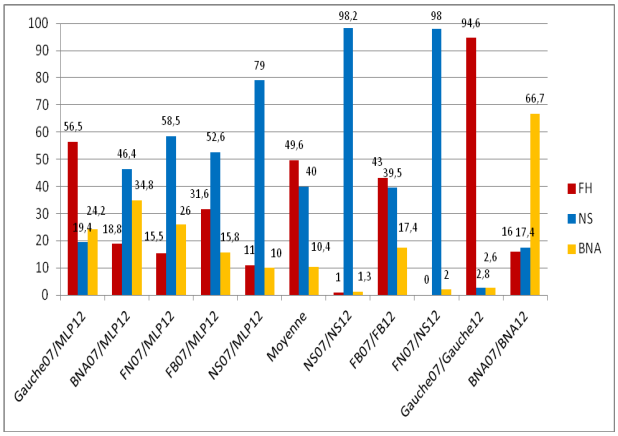
Le choix final varie cependant assez fortement selon la trajectoire électorale : les électeurs fidèles du FN choisissent Nicolas Sarkozy à hauteur de presque 59% des inscrits alors que les transfuges qui ont abandonné ce dernier au profit de Marine Le Pen au premier tour le choisissent encore au second à hauteur de 79%. En revanche, ceux qui ont avaient voté à gauche en 2007 puis Marine Le Pen en 2012 se reportent sur François Hollande à concurrence de 57% alors que seuls ceux qui se sont abstenus en 2007 puis ont voté FN en 2012 affichent un score BNA de l'ordre de 30%.

[5] Indice mesurant le nombre de réponses négatives aux questions : François Hollande pourra-t-il mener une politique différente de celle de Nicolas Sarkozy sur la politique économique, sur l'emploi, la dette et le déficit publics, le pouvoir d'achat des Français, la politique d'immigration et l'école.

[6] PERRINEAU (Pascal), « La dynamique du vote Le Pen : le poids du « gaucho-lepénisme », Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de crise : l'élection présidentielle de 1995*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995, pp. 243-261.
http://www.cairn.info/le-vote-de-crise-l-election-presidentielle-de-1995--9782724606787-page-243.htm

Par ailleurs, on remarque que l'électorat FN se décide entre les deux candidats du second tour et ne choisit pas massivement l'abstention, bien que les dirigeants du parti aient souvent appelé dans le passé à l'abstention massive pour exprimer son rejet de l'offre politique notamment à la présidentielle de 1995 et de 2007 et que Marine Le Pen ait déclaré « n'accorder ni confiance ni mandat » aux deux candidats en lice pour le second tour de 2012.

Tableau 6 – Le choix au second tour par itinéraire électoral



Note : la moyenne est celle de tout l'échantillon de l'enquête.

Le vote en faveur de Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012 est celui des électeurs les plus précaires. En ce sens, la réorientation politique du FN est réussie puisqu'il ne passe plus pour le parti de l'ancienne extrême-droite lié à la guerre d'Algérie mais pour le parti des pauvres, des exclus, jeunes ou retraités, et des « petits blancs ».

On peut alors douter de la thématique de la porosité entre l'électorat FN et celui de l'UMP. Même si on ne prend en considération que les électeurs ayant quitté Nicolas Sarkozy pour Marine Le Pen en 2012, on voit qu'ils n'appartiennent pas à la génération des fidèles à Nicolas Sarkozy et qu'ils ne partagent ni le même statut social ni les mêmes valeurs. La question centrale n'est donc pas celle de la porosité des électorats FN-UMP mais bien celle de la captation du vote des pauvres, qui votent à gauche ou ne votent pas du tout. Mais aller vers la gauche et les exclus, c'est faire le grand écart avec les élites sociales qui manquent cruellement au FN pour asseoir ses réseaux sur le tissu économique, l'appareil d'État ou les grandes collectivités locales.

L'autre stratégie est celle de la plus grande ouverture, y compris à l'électorat UMP ou à l'électorat centriste. Cette diversité politique atteinte en 2012 crée cependant de l'incohérence. En ce sens, le débat sur le vote protestataire est biaisé puisque, si le vote FN réunit des mécontents de l'UMP, de la gauche, voire de François Bayrou, ou bien exprime le rejet du système politique, une grande partie des électeurs de Marine Le Pen a bien effectué un choix électoral au second tour, s'inscrivant de gré ou de force dans la logique des institutions de la V^{e} République. Cette protestation ne va donc pas jusqu'au bout, du moins tant que le candidat du FN n'arrive pas au second tour de la présidentielle.

Le paradoxe tient à ce que l'inscription du vote FN dans la normalité institutionnelle le rend instable dans la mesure où il réunit un électorat de gauche minoritaire et un électorat de droite majoritaire qui n'ont pas grand-chose en commun. C'est sans doute ici que se situe la limite de toute mise en phase des protestations portées en octobre 2013 par le mouvement des Bonnets rouges dont le caractère hétéroclite est manifeste. Aux sursauts de mobilisation électorale peuvent succéder des moments de déclin brusque. Rien n'est donc acquis pour le FN malgré sa progression dans les urnes depuis 2012.

Pour aller plus loin :

> CAUTRÈS (Bruno) et STRUDEL (Sylvie), « Les flux à l'intérieur de la droite : d'une victoire centripète à la défaite centrifuge », Pascal Perrineau (dir.), *La Décision électorale en 2012*, Paris, Armand Colin, Recherches, 2013, pp. 109-128.

> PERRINEAU (Pascal), « La dynamique du vote Le Pen : le poids du « gaucho-lepénisme », Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de crise : l'élection présidentielle de 1995*, Paris, Département d'études politiques du Figaro et Presses de Sciences Po, 1995, pp. 243-261.
http://www.cairn.info/le-vote-de-crise-l-election-presidentielle-de-1995--9782724606787-page-243.htm

> PERRINEAU (Pascal), « L'électorat de Marine Le Pen : ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre », Pascal Perrineau (dir.), *Le Vote normal : les élections présidentielle et législatives d'avril-mai-juin 2012*, Paris, Presses de Sciences Po, Chroniques électorales, 2013, pp. 227-247.

> ROUBAN (Luc), « Le vote des fonctionnaires en 2012 ou la crise de l'appareil d'État », *Revue française d'administration publique*, « Les téléservices publics », n° 146, 2013/2, pp. 465-479.
http://dx.doi.org/10.3917/rfap.146.0465